

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article994>

Le gouvernement américain reste muet sur les prisons secrètes de la CIA

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : mercredi 2 novembre 2005

Spyworld Actu

Le gouvernement américain est resté muet mercredi sur l'existence de prisons secrètes en Europe de l'Est et ailleurs, où, selon le Washington Post, la CIA détiendrait des membres du réseau terroriste Al-Qaïda. D'après le Washington Post citant des sources américaines et étrangères informées, ces prisons, surnommées "sites noirs", ont été ouvertes dans huit pays, y compris la Thaïlande, l'Afghanistan et "plusieurs pays démocratiques d'Europe de l'Est", dont les noms n'ont pas été dévoilés pour des raisons de sécurité.

La Maison Blanche, le ministère de la Justice et la CIA ont refusé de commenter les informations parues dans le quotidien.

Le porte-parole de la Maison Blanche, Scott McClellan, a affirmé qu'il ne pouvait "discuter des activités du renseignement". "Nous sommes engagés dans une guerre contre le terrorisme et (contre) des militants islamiques qui sont déterminés à attaquer l'Amérique (...). Et nous allons continuer à rechercher les dirigeants terroristes qui cherchent à nous faire du mal", a-t-il ajouté.

Le ministre américain de la Justice, Alberto Gonzales, a également justifié son silence par le fait que le gouvernement ne faisait "pas de commentaire sur les activités de renseignement".

Depuis un an, les organisations de défense des droits de l'Homme dénoncent l'existence de "prisonniers fantômes" détenus dans des lieux inconnus par la CIA. En juin, Amnesty International avait accusé les Etats-Unis d'avoir établi un "archipel" de prisons souvent secrètes à travers le monde.

Ces "prisonniers fantômes", dont l'identité est officiellement inconnue, sont pour la plupart des cadres de haut rang du mouvement terroriste Al-Qaïda, dont Ramzi ben Al-Shaiba, l'un des coordinateurs présumés des attentats de 2001, ou le numéro trois de l'organisation Khaled Cheikh Mohammed.

Selon le Washington Post, la CIA aurait envoyé plus de 100 suspects dans ce réseau secret de prisons, créé après les attentats du 11-Septembre en raison du caractère illégal de ces détentions aux Etats-Unis.

Environ 30 prisonniers, considérés comme des figures importantes du terrorisme, sont dans des centres financés et gérés directement par du personnel de la CIA. Deux sites de ce type, en Thaïlande et à Guantanamo Bay (Cuba), ont été fermés en 2003 et 2004, selon le quotidien.

Plus de 70 autres suspects, jugés moins importants, ont été confiés à d'autres services de renseignement, notamment en Egypte, en Jordanie, au Maroc, et en Afghanistan. Ces "sites noirs" sont sous la responsabilité des pays concernés et sont financés par la CIA.

Ce système de détention n'est connu que d'une poignée de hauts responsables américains, et en général du président George W. Bush.

La Thaïlande a démenti mercredi avoir fourni à la CIA un quelconque centre secret de détention.

En Europe, le ministre tchèque de l'Intérieur, Frantisek Bublan, a affirmé que Prague avait récemment rejeté une demande des Etats-Unis lui demandant d'installer sur son territoire un centre de détention pour accueillir des prisonniers de la base de Guantanamo.

Le gouvernement américain reste muet sur les prisons secrètes de la CIA

La Hongrie de son côté a démenti avoir jamais été contactée par les Etats-Unis pour héberger "des prisons secrètes" et la Slovaquie a affirmé n'abriter aucune prison de ce type sur son territoire.

Interrogé sur ces informations, l'ancien président américain Jimmy Carter a accusé l'administration du président George W. Bush de saper les références morales sur lesquelles se fonde la politique étrangère des Etats-Unis depuis des décennies.

"Au cours des cinq dernières années, il y a eu un changement profond et radical dans les mesures ou dans les valeurs morales de notre pays", a dénoncé M. Carter.